

Comité de pilotage

Procès-verbal de la 1^{re} séance

22 mai 2019

09h.15 – 12h.30

Lieu:

Maison des cantons

Speichergasse 6
3000 Berne

Participants:

Membres du comité de pilotage :

- Fels Michel-André, Ministère public BE
- Jornot Olivier, Ministère public GE
- Langmeier, Martin, Cour suprême ZH
- Lauber Michael, programme HIJP¹
- Midili Valérie, Ordre judiciaire VD
- Rall René, Fédération suisse des avocats
- Schneeberger Roger, CCDJP² (co-président)
- Von Werdt Nicolas, Tribunal fédéral (co-président)

Participant avec voix consultative :

- Gruber Daniel, Office fédéral de la Justice

Co-présidents du comité de projet :

- Becker Patrick, Pouvoir Judiciaire GE
- Tschümperlin Paul, Tribunal fédéral

Direction de projet :

- Bühler Jacques (procès-verbal)
- Piesbergen Jens

Annexes:

- Présentation de la direction de projet du 22.5.2019 (PDF)
- Règles de fonctionnement du comité de pilotage (PDF)
- Liste des membres des organes de projet Justitia 4.0

Prochaine séance

Mardi 1er (soir) et mercredi 2 octobre 2019 (toute la journée) : Retraite du projet Justitia 4.0, y compris séance ordinaire du comité de pilotage (lieu à déterminer)

¹ HIJP = Programme d'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale.

² CCDJP = Conférence des directrices et directeurs cantonaux de justice et police.

Légende: (I)= Information, (E)= Décision, (M)=Discussion

» J40 – CoPil n° 1 | Procès-verbal

Points traités

N°	Type	Point de l'ordre du jour / requête	Resp.	Date
1		Introduction et approbation de l'ordre du jour ainsi que du procès-verbal		
1.1	(I)	<p>R. Schneeberger souhaite la bienvenue aux participants. Les co-présidents pressentis se sont mis d'accord pour exercer la présidence de séance de façon alternée. R. Schneeberger s'est mis à disposition pour présider cette première séance du comité de pilotage.</p> <p>Dans son message de bienvenue, R. Schneeberger met en exergue le fait que le projet Justitia 4.0 est davantage d'un projet de gestion du changement au sein de la justice que d'un projet informatique. Il invite les membres du comité de pilotage à prendre conscience de leur rôle au niveau stratégique consistant à piloter le projet principalement au moyen des finances et des jalons au niveau du projet général. Il s'agira aussi de trouver une façon de collaborer harmonieuse avec le comité de projet et la direction de projet.</p>		
1.2	(E)	L'ordre du jour proposé est adopté sans modification.		
1.3	(E)	Le procès-verbal des séances est tenu par la direction de projet et doit être rédigé dans un délai de 7 jours. Il revêt la forme d'un procès-verbal de décision avec indication des motifs qui y conduisent.		
1.4	(E)	Le procès-verbal du 7 ^e comité mixte du 13 février 2019 est approuvé.		
2	(I)	<p>Présentation des participants</p> <p>Les participants à la séance se présentent à tour de rôle.</p>		
3	(I)	<p>Présentation du projet</p> <p>La direction de projet présente les objectifs, l'organisation, la méthodologie et l'état d'avancement du projet Justitia 4.0. (voir présentation en annexe)</p> <p>La discussion qui suit la présentation porte sur le processus législatif en cours au sein de l'Office fédéral de la Justice et en particulier sur le plan horaire. Ce dernier prévoit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Été 2019 : Consultation des offices de la Confédération • 4^e trimestre 2019 : Début de la procédure de consultation • 3^e trimestre 2020 : Résultat et définition de la suite des travaux • 3^e trimestre 2021 : Adoption du message par le Conseil fédéral • 2022 : Adoption par les Chambres fédérales • 2025 : Entrée en vigueur <p>Les membres du comité de pilotage souhaitent vivement un processus législatif accéléré, à réaliser éventuellement par une rédaction avancée des ordonnances d'application de la loi. Ils insistent aussi sur une formulation neutre à employer dans les normes à adopter en ce qui concerne la technologie. La législation</p>		

Légende: (I)= Information, (E)= Décision, (M)=Discussion

devrait être élaborée de concert avec le projet Justitia 4.0.

D. Gruber explique que

- les ressources de l'OFJ sont limitées,
- des difficultés (par exemple referendum) en relation avec l'adoption de la loi sur les services d'identification électronique (LSIE – e-ID) pourraient retarder la loi sur la communication électronique au sein de la justice,
- la rédaction postposée d'ordonnances permet de mieux tenir compte de l'état du projet,
- la formulation technologiquement neutre des textes législatifs est prévue,
- des réunions avec des représentants du projet et le Tribunal fédéral seront organisées avant la consultation des offices.

4 Constitution du comité de pilotage

4.1 (E) Confirmation des membres

Le comité de pilotage se compose des membres suivants :

4.1.1 Représentants des tribunaux

- 1 représentant du Tribunal fédéral : Nicolas von Werdt, Juge fédéral.
- 2 représentants de tribunaux cantonaux :
Martin Langmeier, 1^{er} Vice-Président de la Cour suprême du canton de Zurich et
Valérie Midili, Secrétaire générale de l'ordre judiciaire du canton de Vaud.

4.1.2 Représentants de la CCDJP et du programme HIJP

- 1 représentant CCDJP : Roger Schneeberger, Secrétaire général de la CCDJP
- 1 représentant du programme HIJP : Michael Lauber, Procureur général de la Confédération
- 2 représentants de la Conférence des procureurs de Suisse (CPS) :
Michel-André Fels, procureur général BE
Olivier Jornot, procureur général GE.

4.1.3 Représentant du barreau

1 représentant du barreau : René Rall, Secrétaire général de la Fédération suisse des avocats

4.1.4 Invité (avec voix consultative)

Daniel Gruber, Vice-directeur de l'Office fédéral de la Justice.

4.2 (E) Election des co-présidents

M. Lauber propose MM. Schneeberger et von Werdt comme co-présidents du comité de pilotage. Ceux-ci sont élus par acclamation.

4.3 (E) Méthode de travail du comité de pilotage

Le document présenté par les co-présidents sur la base d'un projet

Légende: (I)= Information, (E)= Décision, (M)=Discussion

préparé par N. von Werdt est passé en revue.

Les modifications suivantes sont apportées au projet :

- Ch. 5, al. 1 : Introduction d'une phrase au début indiquant le rythme de 3 séances par année : „Der Steuerungsausschuss tagt in der Regel dreimal pro Jahr, und zwar abgestimmt auf den Sitzungsrhythmus der Trägerorganisationen jeweils im Februar, Juni und Oktober. Die ordentlichen Sitzungen (...)“.
- Ch. 5, al. 2 : Radié.
- Ch. 6 al. 3 : Ajout de la précision que l'invitation à la séance ainsi que la documentation y relative sont envoyés 10 jours avant la séance aux participants.

Décision : *Le comité de pilotage approuve le document avec les modifications précitées et renonce à le faire traduire en français. Il sera aussi intégré d'une façon appropriée dans le plan de management de projet.*

4.4 (E) Retraite 2019

Le comité de pilotage se prononce en faveur d'une retraite commune avec le comité de projet et la direction de projet. L'idée de manœuvre adoptée prévoit un programme commun aux deux comités le matin ; les sujets abordés devraient concerner le contenu du projet. Quant à l'après-midi, il pourrait accueillir des séances ordinaires séparées des deux comités. Une arrivée la veille au soir permettrait aux membres des organes du projet Justitia 4.0 de faire plus ample connaissance et de discuter certains sujets de manière informelle.

Décision : *Le comité de pilotage décide d'organiser une retraite le 2 octobre 2019 (avec arrivée le 1^{er} octobre au soir) selon l'idée de manœuvre décrite ci-dessus. Il charge la direction de projet de préparer un projet de programme à mettre en circulation.*

Direction de
projet 30 juin
2019

4.5 (E) Autres séances

Le comité de pilotage fixe les séances suivantes pour 2020 :

- 19 février 2020 de 09h.15 à 12h.15
- 10 juin 2020 de 09h.15 à 12h.15
- 5 octobre 2020 de 09h.15 à 12h.15.

5 (E) Mandat de projet Justitia 4.0 – version courte

Le comité de pilotage accueille favorablement la version courte du mandat de projet Justitia 4.0 qui donne en peu de pages une bonne vue d'ensemble du projet.

La phrase "La structure du dossier judiciaire électronique doit si possible être unifiée au niveau national (standard)." ("Die Struktur der Ablage der 'eJustizakte' soll nach Möglichkeit schweizweit vereinheitlicht werden (Standard).") du chiffre 3.2.2 donne lieu à une discussion nourrie qui débouche sur le consensus suivant: Le projet Justitia 4.0 a pour but de ne standardiser ni les procédures fédérales ou cantonales, ni la manière de travailler des autorités judiciaires. Au vu des particularités cantonales et de la nature très différente des dossiers judiciaires, ceci serait de toute manière illusoire. La standardisation se limitera en principe à une structure de base très

Légende: (I)= Information, (E)= Décision, (M)=Discussion

générale et aux aspects techniques strictement nécessaires au bon fonctionnement du dossier judiciaire. Le comité de pilotage décide d'apporter cette précision sous forme d'une note de bas de page au chiffre 3.2.2 de la version courte du mandat de projet Justitia 4.0.

Décision : Le comité de pilotage approuve la version courte du mandat de projet avec l'ajout décrit ci-dessus.

Direction de
projet 31 mai
2019

6 (I) Etat du projet

Les co-présidents du comité de projet informent que celui-ci s'est constitué le 13 février 2019. Le 10 mai 2019, lors de la seconde séance, Mme Frida Andreotti, directrice de la Division de la justice du canton du Tessin et M. Hans-Ruedi Troxler, chef d'état major du Ministère public du canton Zurich, ont été reçus comme nouveaux membres pour représenter respectivement la CCDJP et les autorités de poursuite pénales. Lors de cette séance, le comité de projet a pris connaissance de la version définitive de la gouvernance, a complété la version courte du mandat de projet avec les objectifs généraux de chaque composants du projet Justitia 4.0 afin de pouvoir le transmettre pour approbation au comité de pilotage, a approuvé le plan de management de projet et a mené des discussions sur des questions d'architecture informatique et de procédure d'adjudication.

Ces sujets seront approfondis lors de la prochaine séance du comité de projet qui aura lieu le 21 juin 2019 et traitera notamment de la liste des bacs à sable (« Sandboxes ») et des études à effectuer, avec une priorité souhaitée pour l'établissement du concept définissant les procédures d'adjudication à appliquer dans le cadre du projet ; en outre le comité de projet souhaite examiner à nouveau les mandats des groupes d'experts et du comité d'architecture ainsi que les procédures sur invitation pour trouver un expert informatique externe et un expert en gestion de la qualité et des risques (voir point 8 ci-après).

Décision : Le comité de pilotage prend connaissance des informations présentées par les co-présidents du comité de projet.

7 (I) Gouvernance

Le comité de pilotage prend connaissance de version définitive de la gouvernance comprenant les modifications décidées le 13 février 2019.

8 (E) Expert en gestion de la qualité et des risques

P. Tschümperlin informe que le comité de projet n'a pas pu approuver le document contenant les divers critères à remplir par l'expert en gestion de la qualité et des risques (QRM) lors de sa séance du 10 mai dernier. De ce fait, le président de séance propose de reporter le traitement de ce point de l'ordre du jour.

J. Piesbergen explique les tâches qui incomberont à un tel expert, notamment celle essentielle de procéder avec un certain recul à une appréciation des risques inhérents au projet.

Le document présenté suscite les commentaires et modifications suivants :

- Les pourcentages des critères d'adjudication relatifs aux références (ZK3) et à la présentation (ZK4) sont à inverser.
- La durée de l'engagement devra tenir compte des valeurs seuils

Légende: (I)= Information, (E)= Décision, (M)=Discussion

des marchés publics. Un changement d'expert QRM en cours de projet ne pose aucun problème en raison de la nature très différente des travaux selon les phases de projet.

Le comité de pilotage désirerait pouvoir entendre les candidats lors de la retraite du mois d'octobre 2019 et choisir l'expert QRM à cette occasion.

Décision : Le comité de pilotage décide

- de confier au comité de projet le soin de discuter les critères menant au choix d'un expert QRM,
- de se prononcer par voie de circulation sur ces critères (en juillet – août),
- de confier à la direction de projet l'appel à candidature (septembre) et
- d'entendre les candidats et de choisir l'expert QRM lors de la retraite de début octobre 2019.

Direction de
projet 6 juin
2019

9 (E) **Plateforme collaborative « Confluence »**

J. Piesbergen présente la plateforme collaborative « Confluence ».

Décision : Le comité de pilotage décide

- d'utiliser la plateforme pour accéder aux ordres du jour et aux documents préparés pour les séances ainsi qu'aux procès-verbaux,
- d'adresser aux membres du groupe de pilotage un courriel d'invitation aux séances contenant le lien vers la page de la plateforme contenant l'ordre du jour et les documents
- de donner l'accès à l'espace du comité de pilotage sur la plateforme à tous les participants au projet, y compris les groupes d'experts ; d'éventuels points confidentiels (protection des données ou finances) pourront faire l'objet d'un résumé succinct dans les procès-verbaux

Le comité de pilotage a en outre pris note que les prochaines étapes seront :

- l'envoi d'un courriel aux membres du comité de pilotage de la part de la direction de projet contenant la marche à suivre pour se connecter à la plateforme.
- l'installation d'une App sur le téléphone mobile afin de permettre une identification avec deux facteurs
- et enfin l'accès à la plateforme elle-même et aux informations qu'elle contient.

Direction de
projet

10 (E) **Divers**

Le président de séance, R. Schneeberger, remercie le comité de projet et la direction de projet ainsi que tous les membres du comité de pilotage pour leur travail et leurs contributions et donne rendez-vous les 1^{er} (soir) et 2 octobre (toute la journée) pour la retraite et la prochaine séance.